

**RÉSUMÉ**

Partout dans le monde, l'enseignement supérieur est soumis à des pressions en faveur du changement. Il se développe rapidement et sa contribution à la prospérité économique est jugée indispensable. Les universités et les autres établissements sont censés créer des connaissances, améliorer l'équité, répondre aux besoins des étudiants – et faire preuve de plus d'efficacité dans l'accomplissement de ces tâches. Il leur faut de plus en plus faire face à la concurrence – tant du secteur privé que de l'étranger – dans le recrutement des étudiants et des enseignants et dans la mobilisation des fonds de recherche. Dans cet environnement plus complexe, il n'est plus désormais opportun que les pouvoirs publics gèrent directement ce secteur. Comment la gouvernance des établissements d'enseignement supérieur peut-elle garantir leur indépendance et leur dynamisme tout en favorisant la réalisation d'objectifs économiques et sociaux essentiels ?

Dans les pays de l'OCDE, les nouveaux modes de gouvernance associent la tutelle de l'État et les forces du marché selon des modalités nouvelles. Les établissements se voient actuellement accorder une plus grande autonomie pour gérer leurs propres affaires. Les fonds publics sont alloués sous forme de « dotations globales » et le financement par les étudiants et les entreprises est de plus en plus encouragé. En contrepartie de l'autonomie accordée, les gouvernements cherchent à responsabiliser les établissements, en liant les financements aux performances et à la qualité, qui fait l'objet d'une évaluation publique.

Les établissements d'enseignement supérieur doivent s'évertuer de répondre aux critères en matière de financement et de réglementation tout en renforçant leur position sur le marché. L'accent est mis sur la stratégie des établissements, et les pouvoirs de décision se sont déplacés aux dépens des départements. Des personnes extérieures à l'établissement siègent dans les conseils d'administration où auparavant les intérêts universitaires dominaient. Les gestionnaires de haut rang sont choisis pour leurs compétences de direction ainsi que pour leurs prouesses universitaires.

Ces changements peuvent créer des tensions. Les établissements d'enseignement supérieur doivent se montrer imaginatifs en trouvant un juste équilibre entre la mission universitaire et les pouvoirs de décision d'une part, et la viabilité financière et les valeurs traditionnelles d'autre part. Les gouvernements doivent concilier la recherche de l'excellence et le développement de l'équité. Dans le contexte de l'économie du savoir, les enjeux sont grands.